



Annonces du ministre : retour vers le futur

Gabriel Attal a choisi le jour de la publication des résultats de PISA pour rendre publique une série d'annonces prétendant aboutir à un "choc des savoirs". Pour l'y aider, il a diligenté une mission "Exigence des savoirs" pour auditionner la communauté éducative et orienter ses annonces. Force est de constater que les mesures étaient déjà écrites à l'avance et que la parole des personnels, de leurs représentantes et représentants n'a aucunement été prise en compte. Tournant aussi le dos à la recherche en éducation voire même aux recommandations du rapport PISA, le ministre recycle les « bonnes vieilles méthodes » comme les groupes de niveaux ou le redoublement pour réformer l'école. Pour accompagner le redoublement, des stages de réussite sont annoncés, stages qui existent depuis 2008. S'ils avaient fait preuve d'efficacité, cela se saurait.

Mais c'est aussi par les injonctions et la caporalisation des enseignantes et enseignants que Gabriel Attal se distingue dans ces annonces. L'imposition de manuels "labellisés" en français et en mathématiques va donc suppléer à la liberté pédagogique. En mathématiques, la méthode de Singapour devient la méthode obligatoire pour tout le monde. Une fois de plus, à l'inverse de ce qu'il écrit aux professeurs des écoles, le ministre ne les considère pas comme des professionnels experts de leur métier mais comme de simples exécutants.

Ces annonces et leurs conséquences sur le métier enseignant ne peuvent qu'aggraver les inégalités entre les élèves et s'apparentent à une volonté de tri social.

Elles ne répondent par ailleurs en rien au cri d'alarme lancé par les personnels. La réalité c'est que les conditions de travail et donc l'enseignement se dégradent partout sur le territoire comme en témoignent les 102 alertes sociales déposées par la FSU-SNUipp dans tous les départements le 28 novembre dernier.

Des moyens sont nécessaires pour transformer l'école et combattre les inégalités. A contrario des annonces qui sont faites, il faut prévenir et non punir la difficulté scolaire. Cela nécessite de reconstituer des réseaux d'aides, de former des PE spécialisés, de recruter des enseignantes et enseignants surnuméraires, d'alléger les effectifs par classe sur tout le territoire et dans toutes les classes, en donnant de réels moyens pour faire fonctionner l'inclusion scolaire. Et ce n'est pas en supprimant 1709 postes dans le premier degré à la rentrée 2024 que nous y parviendrons.

La politique annoncée et le refus de prendre en compte la réalité des écoles sont les signes d'un avenir sombre pour l'école publique.

Fort des alertes sociales déposées, la FSU-SNUipp demande à être reçue en urgence par le ministère. Pour la réussite de tous les élèves, une autre politique éducative est possible mais cela demande de l'ambition et des moyens. Cela demande aussi de rompre avec le dogme du "c'était mieux avant" pour prendre en compte les travaux de la recherche et écouter les professionnels de terrain !

Paris, le 5 décembre 2023